

## Motion des délégué·es de formations

Les délégué·es des formations de l'ENS de Lyon, réuni·es pour leur assemblée trimestrielle le 30 janvier 2020, alertent la présidence et les équipes enseignantes de l'École sur les points suivants.

**Les délégué·es constatent depuis plusieurs années un malaise croissant chez les étudiant·es de l'École qui se traduit par une situation de santé dégradée** (comme en atteste le rapport du service médical sur l'année scolaire écoulée). Cette situation est en lien direct avec l'organisation des études, et en particulier avec :

- la relative opacité des critères définissant la « scolarité normalienne »,
- la centralisation des décisions concernant les parcours étudiants, qui fait peser d'importantes incertitudes sur des projets pourtant construits avec les équipes enseignantes,
- la considérable complexification des procédures administratives liées aux études,
- le manque de prise en compte des temporalités propres aux différentes formations dans la construction d'un diplôme de l'ENS unifié,
- l'absence de soutien de l'École à certaines filières de formation, en particulier celles qui ne sont pas assurées sur son campus.

En conséquence, les délégué·es souhaitent en particulier renforcer le dialogue entre équipes enseignant·es et étudiant·es dans les différentes formations, concernant la vie et la conception des formations. **Concrètement, ils et elles appellent à la constitution d'instances de discussion pérennes dans chaque département.**

Dans une école qui a vocation à former aux métiers de la recherche par la recherche, le contexte régional et national d'enseignement supérieur et de recherche constitue un facteur aggravant de cette situation problématique :

- **Les étudiant·es de l'École expriment des inquiétudes quant à l'avenir de l'ENS dans le projet d'université-cible**, suite à l'avis rendu par le jury fin 2019, et restent attaché·es à ce que l'École puisse décider de son budget et de son recrutement afin

que ces décisions stratégiques soient prises au plus près des formations et de la recherche qu'elles servent.

- **Les étudiant·es de l'École s'inquiètent des annonces faites par la ministre F. Vidal dans le cadre de l'élaboration d'une loi de programmation pluriannuelle de la recherche.** L'accentuation de la pression évaluative sur les chercheur·euses, l'extension de la précarité des débuts de carrière dans le supérieur et la recherche, la concurrence renforcée à l'accès aux moyens de la recherche et de l'enseignement préoccupent nos camarades, qui éprouvent pour la plupart des difficultés à se projeter dans des carrières académiques.

*Motion adoptée à l'unanimité des 30 formations représentées.*

